



La Commune



Ecraser la vermine fasciste

Bolivie

Le 10 août 2008 Evo Morales a obtenu, avec 67,4% des voix, un succès écrasant au référendum révocatoire qu'il avait convoqué, 13,7% de plus qu'à son élection de 2005. Mais la réaction n'a pas désarmé et la Bolivie est toujours à la croisée des chemins entre réaction et révolution. Il faut prendre garde à bien replacer la situation politique bolivienne dans le processus de l'ensemble de la réalité latino-américaine. Cette réalité est marquée au fer rouge par la vague révolutionnaire qui secoue, sous des formes diverses, les principaux pays du continent: Venezuela, Equateur, Argentine, Paraguay... Cette situation révolutionnaire détermine en grande partie les enjeux actuels en Bolivie et à la fois se nourrit de la lutte de classes dans ce pays andin. Analyse.

Le processus révolutionnaire qui secoue l'Amérique latine a conduit la Bolivie, sous la direction d'Evo Morales et du MAS, à devenir un pays politiquement indépendant de l'impérialisme en concrétisant d'importantes réformes de l'Etat bolivien. La nationalisation d'entreprises pétrolières ainsi que des raffineries a permis à l'Etat de récupérer un revenu annuel de plus de mille cinq cents millions de dollars. Toutes ces mesures, bien que partielles et négociées avec la bourgeoisie sont vues par celle-ci comme un danger pour l'ensemble de l'oligarchie et de l'impérialisme.

Ceci a conduit à une tension croissante entre les secteurs de la droite la plus réactionnaire, qui ont toujours le contrôle des terres et d'autres ressources énergétiques, et la classe ouvrière, les petits paysans qui soutiennent le gouvernement d'Evo Morales.

La question du pouvoir

Malgré l'importante victoire d'Evo Morales, celui-ci ne contrôle pas tout le pays. Il ne s'agit pas d'un mince détail. Consciente de cela, la droite menace de pousser jusqu'au bout sa volonté d'autonomie pour s'opposer au pouvoir du gouvernement central de La Paz. Le gouverneur de la province de Santa Cruz a manifesté sa haine de classe en déclarant au soir du 10 août : " Evo Morales ne foulera plus le sol de la province de Santa Cruz " ; il veut créer sa propre police et ses propres lois pour contrôler toutes les ressources économiques de la province, la plus riche de Bolivie en terres cultivables, en hydrocarbures, sans compter la levée des impôts. Déjà les bandes fascistes ont empêché Evo Morales de faire campagne dans ces provinces et ont provoqué les incidents conduisant à l'annulation des voyages prévus de Chavez et de Cristina Kirchner. Malheureusement, Evo Morales ne donne pas de signes montrant sa volonté d'imposer l'autorité de l'Etat, Au contraire, il a appelé après le référendum à la conciliation et à l'union des Boliviens avec tous ceux qui défendent les énormes fortunes amassées sur le dos de la classe ouvrière et de la paysannerie boliviennes avec le soutien de l'impérialisme américain qui vient de réarmer, le 12 juillet, sa quatrième flotte pour intervenir militairement dans l'Atlantique Sud.

La place de la Centrale Ouvrière Bolivienne

Un des événements les plus importants dans la semaine précédant le référendum a été l'irruption de la mobilisation de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) qui réclame une réforme du régime des retraites et des pensions afin d'abaisser à 55 ans l'âge de départ à la retraite. Le régime actuel reste celui qui a été imposé par les gouvernements libéraux du passé et que ce gouvernement n'a toujours pas modifié. Cette grève, appelée quelques jours avant le référendum, a abouti à une division entre les travailleurs, à cause des accusations du gouvernement contre la COB de faire le jeu de la droite. Le plus grave fut que le gouvernement d'Evo Morales et le MAS ont réprimé sauvagement la mobilisation des mineurs, causant la mort de deux mineurs et des dizaines de blessés.

Indépendamment de l'opportunité choisie par les dirigeants de la COB pour réaliser cette juste revendication, un gouvernement qui dit aspirer au socialisme ne peut commettre un tel crime. Le fond du problème c'est que nous assistons à une baisse du niveau de vie des masses à cause de la hausse de l'inflation qui tourne, cette année, autour de 15%. Vendredi 8 août, Evo Morales et les dirigeants de la COB ont annoncé la mise en place d'une commission chargée de rédiger un projet de loi sur les retraites pour le retour au système solidaire de retraite par répartition et l'abaissement de l'âge de départ à la retraite et d'une commission d'enquête sur la mort des deux mineurs.

Morales doit choisir

Si la droite réactionnaire avance dans sa confrontation pour balayer le gouvernement d'Evo Morales, celui-ci n'a que deux issues : ou il affronte la bourgeoisie avec de véritables mesures de fond pour lui enlever les richesses au bénéfice de la population travailleuse, ou il pactise avec elle, ce qui aurait pour effet de plus grands sacrifices supportés par la population travailleuse et la perte de l'appui que celle-ci lui donne jusqu'à aujourd'hui.

La réaction à l'offensive

Avec le soutien de l'impérialisme américain, la bourgeoisie bolivienne, après sa défaite électorale du mois d'août, a pris l'initiative. Désespérée de voir que la nouvelle Constitution nationale en finit avec ses privilèges du passé et voyant qu'il lui reste peu de temps pour retourner cette situation, elle s'est lancée dans une féroce contre-offensive pour affaiblir le gouvernement d'Evo Morales, en usant de la force pour réclamer la dévolution de la rente pétrolière et son autonomie par rapport à l'Etat central. Elle a convoqué pour le 20 août, 37ème anniversaire du coup d'Etat du général Banzer, à une " grève civique " contre le gouvernement, qui a échoué grâce à l'intervention de la classe ouvrière et de la paysannerie.

L'Union des Jeunesses de Santa Cruz (UJC), organisation fasciste, a déchaîné la terreur contre la population des quartiers où Evo Morales reçoit le plus de soutien comme c'est le cas de " Plan 3000 ", qui compte 300 000 habitants, et dont les accès ont été bloqués par ces bandes fascistes frappant toutes les personnes voulant sortir dans la rue. D'autres bandes fascistes ont pris le contrôle des gazoducs qui approvisionnent l'Argentine et le Brésil.

Le massacre de Pando

Devant cette provocation, le peuple et ses organisations se sont mobilisés contre les " bastions " fascistes, c'est-à-dire les capitales des cinq provinces. La capitale de la province amazonienne de Pando (70 000 habitants pour toute cette province), Cobija, fut la scène d'un terrible massacre. Une manifestation paysanne qui s'y dirigeait fut interceptée par des mercenaires aux ordres du gouverneur. Après avoir creusé des tranchées pour empêcher l'avancée des camions de paysans, voyant que ceci était sans effet, ils les ont mitraillés avec les armes qui leur avaient été fournies par les trafiquants de drogue amis du gouverneur, faisant 18 morts et une centaine de blessés.

L'indignation soulevée par le massacre de Pando n'a fait que jeter de l'huile sur le feu de la crise. Loin d'effrayer la classe ouvrière, la COB, les organisations paysannes, ont réagi par une plus grande mobilisation et assiègent les capitales de ces provinces. Le gouverneur de Pando a été arrêté, transféré en prison à La Paz, Evo Morales nommant à sa place un gouverneur militaire. Pressés par la réaction populaire, les présidents de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) se sont réunis dans l'urgence à Santiago du Chili. Alors que le gouvernement d'Evo Morales et celui d'Hugo Chavez ont expulsé les ambassadeurs américains, la réunion de l'UNASUR a voté une timide motion de soutien à Evo Morales, condamnant toute tentative de coup d'Etat tout en appelant les partis en présence à se mettre d'accord à la table des négociations, reconnaissant de fait des droits à la bourgeoisie putschiste. Les négociations qui se déroulent à Cochabamba entre le gouvernement et les huit gouverneurs, supervisées par le secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats Américains) et le ministre des Affaires étrangères chilien ont pour objectif de faire perdre les conquêtes que le peuple bolivien a arrachées par sa mobilisation : la nationalisation des hydrocarbures et la nouvelle Constitution.

La riposte des masses

Mais la classe ouvrière et les paysans ne restent pas les bras croisés, des centaines d'organisations populaires s'opposent à la négociation avec la bourgeoisie. Des milliers de paysans ont encerclé Santa Cruz, le 22 septembre, vingt mille selon la Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie (CIDOB). L'Exécutif de la Fédération Nationale des Paysannes Indigènes de Bolivie (FNPIB) a appelé les femmes du pays à se joindre au blocus des chemins conduisant à la ville de Santa Cruz. De nombreux secteurs de la COB se rebellent contre l'accord de leurs dirigeants avec le gouvernement d'Evo Morales par rapport aux négociations de Cochabamba. Des milliers, dans cette même ville, font le siège du lieu des négociations en faisant entendre leurs cris : " A bas la droite fasciste ! " Les mineurs également s'avancent vers Santa Cruz armés de dynamite. L'armée bolivienne a refusé d'intervenir pour empêcher les paysans marchant vers cette ville, d'y parvenir, armés de fusils, de machettes et de cartouches de dynamite.

Négociations ?

Le Président bolivien a appelé, le 28 août, à un référendum destiné à ratifier la nouvelle Constitution, adoptée par l'Assemblée constituante le 9 décembre 2007, pour le 7 décembre 2008. Cette Constitution inclut la nationalisation des hydrocarbures et la réforme agraire limitant la taille des propriétés privées entre 5000 et 10000 hectares, elle doit être ratifiée par le suffrage universel pour rentrer en vigueur . La Cour électorale nationale veut obliger Evo Morales à renoncer à la date fixée par décret, le 7 décembre.

C'est pour ces raisons qu'Evo Morales voulait aboutir à un accord aussi précaire soit-il avec les gouverneurs fascistes. Mais après dix heures de débat, les gouverneurs de Beni, Chuquisaca, Tajira et Santa Cruz se sont retirés en refusant les propositions d'Evo Morales. Une nouvelle réunion de " négociation " , la troisième devait avoir lieu le 5 octobre. Mais " l'agenda d'octobre " ne se négocie pas et le temps qui passe profite à la réaction.

Modifié le mardi 14 octobre 2008
